

DOSSIER CANDIDATURE

—

COMMUNE D'AUSSAC-VADALLE
61 rue de la République
16560 AUSSAC-VADALLE

**CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SENIOR
16560 AUSSAC-VADALLE**

LOT N° 13 : Électricité – Chauffage - VMC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC1

LETTRE DE CANDIDATURE
DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS¹

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) pour présenter leur candidature.

En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots.

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur (formulaire DC2).

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

COMMUNE D'AUSSAC-VADALLE
61 rue de la République
16560 AUSSAC-VADALLE

B - Objet de la consultation

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SENIOR
16560 AUSSAC-VADALLE

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la candidature

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

- ☐ pour le marché public (en cas de non allotissement) ;
- ☐ pour tous les lots de la procédure de passation du marché public ;
- ☒ pour le lot n° 13 – Electricité-Chauffage-VMC de la procédure de passation du marché public (en cas d'allotissement ; si les lots n'ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt).

D - Présentation du candidat

(Cocher la case correspondante.)

- ☒ Le candidat se présente seul :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

CHARANTELEC – DELAGE SYSTEMES

- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

**Lieu-dit La Croix Guillot
16380 FEUILLADE**

Siège social :
25 rue de l'Europe
16730 FLEAC

- Adresse électronique :

contact@delage-systemes.com

- Numéros de téléphone et de télécopie :

**Tél. 05 45 70 25 77
Fax. 05 45 70 22 57**

- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

414 780 494 00103

- ☐ Le candidat est un groupement d'entreprises :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

☐ Non OU ☐ Oui

E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations

(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***)	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)

(*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(**) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(***) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).

F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement

F1 – Exclusions de la procédure

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (*) ;
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

F2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet : <https://www.actradis.fr/>

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

F3 - Capacités

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :
(Cocher la case correspondante.)

☒ le formulaire DC2.

☒ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (*).

(*) **Attention**, dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s'ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n'y sont en aucun cas tenus et l'acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

G - Désignation du mandataire (en cas de groupement)

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

- Adresse électronique :

- Numéros de téléphone et de télécopie :

- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Pour les marchés publics de défense ou de sécurité, ce document est à fournir dès le dépôt de la candidature.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC2

**DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL
OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT¹**

Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).

En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 23612-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité (MDS) ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

COMMUNE D'AUSSAC-VADALLE
61 rue de la République
16560 AUSSAC-VADALLE

B - Objet de la consultation

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante ; **toutefois**, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par cette candidature.)

**CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SENIOR
16560 AUSSAC-VADALLE**

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

C1 - Cas général

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ *Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :*

CHARANTELEC – DELAGE SYSTEMES

■ *Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :*

**Lieu-dit La Croix Guillot
16380 FEUILLADE**

**Siège social :
25 rue de l'Europe
16730 FLEAC**

■ *Adresse électronique :*

contact@delage-systemes.com

■ *Numéros de téléphone et de télécopie :*

**Tél. 05 45 70 25 77
Fax. 05 45 70 22 57**

■ *Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :*

414 780 494 00103

■ Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) : **SAS**

■ Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☒ Oui

☐ Non.

C2 - Cas particuliers en cas de marché public réservé

Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public autre que de défense ou de sécurité réservé en application des [articles L. 2113-12, L. 2113-13 ou L. 2113-15](#) du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation. Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public de défense ou de sécurité réservé en application de l'[article L. 2313-6](#) du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation.

Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précise son statut juridique et, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, fournit les textes relatifs à ce statut. Pour les autres marchés publics, la vérification se déroulera dans les conditions de l'[article R. 2144-1](#) du code de la commande publique.

Statut du candidat individuel ou du membre du groupement	
1. <input type="checkbox"/> Entreprise adaptée (article L. 5213-13 du code du travail) ou structures équivalentes	<p>Le contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionale chargée de l'emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire.</p> <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle ce document est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>
2. <input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide par le travail (articles L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles) OU structures équivalentes	<p>Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création :</p> <p>Lorsqu'il n'y a pas eu de publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d'établissement ou de service d'aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire.</p> <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>
3. <input type="checkbox"/> Structures d'insertion par l'activité économique (article L.5132-4 du code du travail) ou structures équivalentes	<p>La preuve de la reconnaissance du statut de structure d'insertion par l'activité économique ou de structure équivalente sera à produire.</p> <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>
4.. <input type="checkbox"/> Entreprises de l'économie sociale et solidaire (article 1^{er} de la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) OU structures équivalentes (sauf marché de défense ou de sécurité)	<p>La preuve de la qualification d'entreprise de l'économie sociale et solidaire ou de structure équivalente sera à produire.</p> <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p>

C3 - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participation

■ 1. Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés au sens de l'[article R. 2143-15](#) du code de la commande publique **et** que l'acheteur est un pouvoir adjudicateur ou au sens de des [articles R. 2343-16 à R. 2343-17](#) du même code, que l'acheteur soit un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice :

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l'inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :
(L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l'ensemble des conditions de participation fixées par l'acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d'inscription sur la liste officielle ou le certificat d'inscription sur cette liste.)

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d'inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

■ 2. Lorsque le marché public n'est pas un marché de défense ou de sécurité **et** que l'acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises en application du second alinéa de l'[article R. 2143-4](#) du code de la commande publique :

☐ Le candidat déclare sur l'honneur satisfaire à l'ensemble des conditions de participation requises par l'acheteur.
(Dans ce cas, il est inutile de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire ; le remplissage du formulaire est terminé.)

E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.

(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique E3.)

E1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :

Registre des métiers N° gestion 160008295

E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :

Sans objet

E3 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique) :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse(s) internet : <https://www.actradis.fr/>

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière.

(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique F4.)

F1 - Chiffres d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles

CHARANTELEC	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022
Chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur)	8 386 128 euros	10 030 536 euros	16 651 190 euros
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l'acheteur)	%	%	%

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

...../...../.....

F2 – Autres informations requises par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière

(Chiffres d'affaires moyens sur la période demandée par l'acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d'actif et de passif, informations sur le niveau approprié d'assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l'acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire.)

Sans objet

F3 – Pour les marchés publics de travaux

☐ En cochant cette case, le candidat déclare qu'il aura souscrit un contrat d'assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale ([article L. 241-1](#) du code des assurances).

(Y compris en cas de MDS, les documents de preuve ne seront sollicités sur ce point qu'avant l'attribution du marché public.)

F4 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle.

(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique G2.)

G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle, qu'il peut récapituler ici

Certification qualification QUALIFELEC LCTP 4 LBC

G2 - Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet : <https://www.actradis.fr/>

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

H - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature

Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur, en application du II de l'[article R. 2142-3](#) du code de la commande publique auquel l'[article R. 2342-2](#) renvoie.

(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation. Le candidat sera tenu d'apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché public ; en cas de MDS, cette preuve est à fournir au stade du dépôt de la candidature.)

Désignation du (des) opérateur(s)

(Adapter le tableau autant que nécessaire.)

N° du Lot	Nom du membre du groupement concerné (*)	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (**), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET de l'opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s'appuie (***)

(*) En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(**) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(**) Pour les groupements conjoints.

(***) À défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).

I - Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité

I1 – Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement

Sans objet

I2 – Documents, renseignements ou justificatifs permettant d'évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d'accessibilité à la procédure indiquée dans l'avis d'appel à la concurrence (uniquement lorsque l'acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen)

Date de la dernière mise à jour : 01/04/2019.

INFORMATIONS

FINANCIERES & ECONOMIQUES

—

COMMUNE D'AUSSAC-VADALLE
61 rue de la République
16560 AUSSAC-VADALLE

**CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SENIOR
16560 AUSSAC-VADALLE**

LOT N° 13 : Électricité – Chauffage - VMC

Monsieur **Christophe SENTURENNE**, chargé d'affaires, sera la personne habilitée de la Société à suivre les travaux.

Mme **Laëtitia NICOLLE** & Mme **Nathalie CORBLIN** sont les personnes de la **comptabilité / gestion**

laetitia.nicolle@delage-systemes.com – nathalie.corblin@delage-systemes.com

Ligne directe : 05 45 70 79 55 – 05 45 70 89 91

Notre chiffre d'affaires : CHARANTELEC

- 2020 : 8 386 128 €
- 2021 : 10 030 536 €
- 2022 : 16 651 190 €

Masse salariale :

- 2021 : 33 salariés dont 23 ouvriers et 10 encadrants
- 2022 : 30 salariés dont 21 ouvriers et 9 encadrants
- 2023 : 30 salariés dont 21 ouvriers et 9 encadrants

Pour mener à bien la mission qui lui est confiée, [Delage Systèmes](#) s'est entouré du personnel adéquat à ce chantier et est équipé de matériel spécifique, permettant son intervention dans les meilleures conditions de travail et de sécurité.

Moyens & Effectifs de l'entreprise

Moyens humains :

- ✓• 1 **Chargé d'affaires** : Mr **Christophe SENTURENNE** 06 32 65 92 61
- ✓• 1 **Chargé de travaux** qui pilote le chantier
- ✓• 2 **Ouvriers électriciens**

(L'équipe peut être renforcée en fonction des besoins et de l'avancement des travaux)

Le personnel est à jour des formations obligatoires telles que Habilitation électrique, Caces, SST.

Matériel et outillage pour chaque technicien :

- ✓• Appareils de mesure
- ✓• Perforateurs
- ✓• Visseuses / Perceuses
- ✓• Echelles / Escabeau
- ✓• Petit outillage d'électricien
- ✓• Extincteurs
- ✓• EPI (gants, casques, lunettes, bouchons antibruit)
- ✓• Trousse à pharmacie

Complément COVID 2019 : Fourniture de masques, gants, gel hydro alcoolique

Phase de préparation de chantier :

1. Travail en collaboration avec les autres corps d'état pour l'évaluation des besoins.
2. Élaboration des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul, notices explicatives et documentations nécessaires à la réalisation de la prestation pour validation par la maîtrise d'œuvre.
3. Présentation d'échantillons des matériaux utilisés.

Phase d'exécution du chantier :

1. Protection de la zone de chantier avant toute intervention.
2. Exécution des travaux en corrélation avec les autres corps d'état et en respectant le planning d'exécution.
3. Gestion des approvisionnements au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
4. Gestion de l'équipe d'exécution.
5. Suivi des réunions de chantier par le responsable d'affaires, habilité à prendre toute décision technique ou économique nécessaire au chantier.
6. Réception des travaux.
7. Remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)

Traitement des déchets :

Nos déchets seront collectés sur le chantier puis triés au siège de notre entreprise.

Plusieurs bennes sont à disposition de nos techniciens pour le tri sélectif :

- Une benne à carton
- Une benne à déchets industriels bruts
- Une benne à bac à tubes
- Une benne à ferraille
- Une benne à cuivre

Nos bennes sont ensuite vidées par la société de traitement des déchets « William Sabatier ».



DOCUMENTS EN PIECES JOINTES

Assurances RC & Décennale :

SMA COURTAGE 8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS Cedex 15 - 01.40.59.70.00

N° assuré : 654970R

N° contrat : 654970R 77 1259000 / 002 54041

Qualifications :

Qualifelec 109 rue Lemer cier 75017 PARIS Tél : 01 53 06 65 20

Dossier N° : 44-RJ-30193-016

Installations Electriques Logement- Commerce- Petit Tertiaire

Dossier N° : 43-RJ-30193-016

Solaire Photovoltaïque - **PIRVE2** : Infrastructures de Recharge des Véhicules Électriques

KBIS :

ci-joint



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Titulaire
CHARANTELEC SAS

Domiciliation
SG ANGOULEME (00090)
8 AV G CLEMENCEAU
16000 ANGOULEME

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	00090	00020091512	57

IBAN : **FR76 3000 3000 9000 0200 9151 257**

BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**

REFERENCES DE CHANTIER

Année	Chantier	Réalisation	Montant € HT
2021-2022	La Couronne - OPH - 11 logts collectifs + 1 salle	CFO-CFA	103 000,00
2020-2021	Angoulême - OPH - Rue St Ausonne - 4 logts	Electricité	34 600,00
2020-2021	Ruelle - OPH - 2 logts	Electricité	16 000,00
2020	Angoulême - OPH - Vélodrome 4 logts	Electricité	32 000,00
2019	St Séverin - Aménagement 2 logts	Electricité	17 300,00
2019	Marthon - 4 logts + Pharmacie	Electricité	48 500,00
2018	Montbron - Logts communaux	Electricité	8 000,00

Les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.



R001031701954682868



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R4051001/2 84006

DELAGE
LIEUDIT LA CROIX DE GUILLOT
16380 FEUILLADE

Pour tout renseignement, contacter :

GC Entreprises
8 RUE LOUIS ARMAND
75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 01.40.59.70.00



Afin de vérifier la validité de cette attestation
d'assurance,
Scannez le QR code

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Valable à compter du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024

SMA SA certifie que le sociétaire désigné ci-dessus bénéficie du contrat N° 654970R4051001/2 84006.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile incombant au sociétaire du fait de ses activités professionnelles et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être recherchée.

Les activités garanties sont les suivantes :

Travaux, maintenance, prestations et études multi-techniques, dédiés aux infrastructures d'énergies, de transport, de communication ainsi qu'aux bâtiments, aux usines et aux systèmes d'information et notamment dans les domaines suivants : électrique, thermique, génie climatique, mécanique, tuyauterie, plomberie, informatique industrielle, éclairage public, contrôle commande, diagnostic et géoréférencement, automatismes et instrumentation, sécurité, détection et extinction incendie, réseaux et in

Les montants des garanties sont les suivants :

Nature des garanties	Montant des garanties
Responsabilité civile exploitation et/ou avant livraison et/ou avant réception Tous dommages confondus corporels matériels et immatériels consécutifs y compris dommages aux biens confiés et dommages aux existants dont atteintes à l'environnement accidentelles	1 000 000 euros par sinistre 1 000 000 euros par année d'assurance
Responsabilité civile après livraison et/ou après réception Tous dommages confondus corporels matériels et immatériels consécutifs	1 000 000 euros par sinistre par année d'assurance

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R4051001/2 84006

2/2

Les garanties ci-dessus s'appliquent également aux dommages corporels, matériels et immatériels du fait des travaux donnés en sous-traitance.

L'assuré s'acquitte régulièrement de ses primes.

La présente attestation ne peut engager SMA SA au-delà des clauses et des conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 07/12/2023

Le Président du Directoire

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





R001041701954690950



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R4051001/2 84006

DELAGE
LIEUDIT LA CROIX DE GUILLOT
16380 FEUILLADE

Pour tout renseignement, contacter :

GC Entreprises
8 RUE LOUIS ARMAND
75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 01.40.59.70.00



Afin de vérifier la validité de cette attestation
d'assurance,
Scannez le QR code

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Valable à compter du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024

SMA SA certifie que le sociétaire désigné ci-dessus bénéficie du contrat N° 654970R4051001/2 84006.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile incombant au sociétaire du fait de ses activités professionnelles et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être recherchée.

Les activités garanties sont les suivantes :

Travaux, maintenance, prestations et études multi-techniques, dédiés aux infrastructures d'énergies, de transport, de communication ainsi qu'aux bâtiments, aux usines et aux systèmes d'information et notamment dans les domaines suivants : électrique, thermique, génie climatique, mécanique, tuyauterie, plomberie, informatique industrielle, éclairage public, contrôle commande, diagnostic et géoréférencement, automatismes et instrumentation, sécurité, détection et extinction incendie, réseaux et in

Les montants des garanties sont les suivants :

Nature des garanties	Montant des garanties
Responsabilité civile exploitation et/ou avant livraison et/ou avant réception Tous dommages confondus corporels matériels et immatériels consécutifs y compris dommages aux biens confiés et dommages aux existants dont atteintes à l'environnement accidentelles	4 500 000 euros par sinistre 4 500 000 euros par année d'assurance
Responsabilité civile après livraison et/ou après réception Tous dommages confondus corporels matériels et immatériels consécutifs	4 500 000 euros par sinistre année d'assurance

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R4051001/2 84006

2/2

Les garanties ci-dessus s'appliquent également aux dommages corporels, matériels et immatériels du fait des travaux donnés en sous-traitance.

L'assuré s'acquitte régulièrement de ses primes.

La présente attestation ne peut engager SMA SA au-delà des clauses et des conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 07/12/2023

Le Président du Directoire

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





R001051701954699693



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R4051001/2 84006

DELAGE
LIEUDIT LA CROIX DE GUILLOT
16380 FEUILLADE

Pour tout renseignement, contacter :

GC Entreprises
8 RUE LOUIS ARMAND
75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 01.40.59.70.00



Afin de vérifier la validité de cette attestation
d'assurance,
Scannez le QR code

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Valable à compter du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024

SMA SA certifie que le sociétaire désigné ci-dessus bénéficie du contrat N° 654970R4051001/2 84006.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile incombant au sociétaire du fait de ses activités professionnelles et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être recherchée.

Les activités garanties sont les suivantes :

Travaux, maintenance, prestations et études multi-techniques, dédiés aux infrastructures d'énergies, de transport, de communication ainsi qu'aux bâtiments, aux usines et aux systèmes d'information et notamment dans les domaines suivants : électrique, thermique, génie climatique, mécanique, tuyauterie, plomberie, informatique industrielle, éclairage public, contrôle commande, diagnostic et géoréférencement, automatismes et instrumentation, sécurité, détection et extinction incendie, réseaux et in

Les montants des garanties sont les suivants :

Nature des garanties	Montant des garanties
Responsabilité civile exploitation et/ou avant livraison et/ou avant réception Tous dommages confondus corporels matériels et immatériels consécutifs y compris dommages aux biens confiés et dommages aux existants dont atteintes à l'environnement accidentelles	7 500 000 euros par sinistre 7 500 000 euros par année d'assurance
Responsabilité civile après livraison et/ou après réception Tous dommages confondus corporels matériels et immatériels consécutifs	7 500 000 euros par sinistre et 10 000 000 euros par an

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R4051001/2 84006

2/2

Les garanties ci-dessus s'appliquent également aux dommages corporels, matériels et immatériels du fait des travaux donnés en sous-traitance.

L'assuré s'acquitte régulièrement de ses primes.

La présente attestation ne peut engager SMA SA au-delà des clauses et des conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 07/12/2023

Le Président du Directoire

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





R001021701954674628



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R1259000/2 54041
N° SIREN : 399097526

DELAGE
LIEUDIT LA CROIX DE GUILLOT
16380 FEUILLADE

Pour tout renseignement, contacter :

GC Entreprises
8 RUE LOUIS ARMAND
75738 PARIS CEDEX 15
Tél. : 01.40.59.70.00



Afin de vérifier la validité de cette attestation
d'assurance,
Scannez le QR code

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE BATIMENT

Période de validité : du 01/01/2024 au 31/12/2024

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE BATIMENT numéro 654970R1259000/2 54041.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes :
Entreprise de solutions (études et travaux) dédiées aux infrastructures d'énergies, de transport, de communication, ainsi qu'aux bâtiments, aux usines et aux systèmes d'information, et notamment dans les domaines suivants : électrique, thermique, génie climatique, couverture, construction métallique, étanchéité, plomberie, détection et extinction incendie, isolation thermique ou acoustique, maçonnerie, photovoltaïque, ascenseurs et travaux de voiries et réseaux divers.
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus.
L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France métropolitaine et dans les DOM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxe tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
 - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros oeuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros oeuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R1259000/2 54041
N° SIREN : 399097526

2/4

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observations par la C2P,
 - procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable.

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296



N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R1259000/2 54041
N° SIREN : 399097526

3/4

2. ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature des garanties	Montant des garanties
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
<p>Durée et maintien des garanties</p> <p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle sera maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par l'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.



N° assuré : 654970R
N° contrat : 654970R1259000/2 54041
N° SIREN : 399097526

4/4

La présente attestation ne peut engager SMA SA au-delà des clauses et des conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 07/12/2023

Le Président du Directoire

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances.

Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 12 000 000 euros
RCS PARIS 332 789 296





CERTIFICAT DE QUALIFICATION

N° 111564

Valable du 28/10/2023 au 27/10/2024

CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
LA CROIX GUILLOT

16380 FEUILLADE

RAISON SOCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
DENOMINATION COMMERCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES

SIRET : 41478049400103
Forme Juridique : SAS
Responsable légal : DEHUREAUX PHILIPPE
N° Dossier : 43-RJ-30193-16
N° Client : 30193

Tel : 0545702577
E-mail : laetitia.nicolle@delage-systemes.com
Assurance Responsabilité Civile : SMA BTP
Assurance Décennale : SMA COURTAGE

Qualification selon référentiel : Solaire Photovoltaïque - SPV

Indice	Classification	Date d'attribution	Date fin de cycle
SPV1 : SPV - indice 1 (inférieur ou égal à 36kVA)	Classe 1 (1 à 3 exécutants)	28/10/2022	27/10/2026
SPV2 : SPV - indice 2 (supérieur à 36 kVA ou inférieur ou égal à 250 kVA)	Classe 1 (1 à 3 exécutants)	28/10/2022	27/10/2026
Mention			
RGE : Reconnu Garant de l'Environnement		28/10/2022	27/10/2026
Catégories de travaux			
Panneaux solaires photovoltaïques		28/10/2022	27/10/2026

Pour conserver la validité de sa qualification, l'entreprise doit satisfaire aux exigences du suivi annuel administratif.

Edité le 23 octobre 2023

Thierry SCHOTT
Président de Qualifelec



CERTIFICAT DE QUALIFICATION

N° 105819

Valable du 27/06/2023 au 26/06/2024

CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
LA CROIX GUILLOT

16380 FEUILLADE

RAISON SOCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
DENOMINATION COMMERCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES

SIRET : 41478049400103
Forme Juridique : SAS
Responsable légal : DEHUREAUX PHILIPPE
N° Dossier : 48-RJ-30193-16
N° Client : 30193

Tel : 0545702577
E-mail : laetitia.nicolle@delage-systemes.com
Assurance Responsabilité Civile : SMA
COURTAGE
Assurance Décennale : SMA COURTAGE

Qualification selon référentiel : Pompe À Chaleur - PAC

Indice	Classification	Date d'attribution	Date fin de cycle
PPAC : Probatoire PAC	-	27/06/2023	26/06/2025
Mention			
PRGE : Probatoire Reconnu Garant de l'Environnement		27/06/2023	26/06/2025
Catégories de travaux			
Pompes à chaleur : chauffage		27/06/2023	26/06/2025
Chauffe-eau thermodynamique		27/06/2023	26/06/2025

Pour conserver la validité de sa qualification, l'entreprise doit satisfaire aux exigences du suivi annuel administratif.

Edité le 10 juillet 2023

Thierry SCHOTT
Président de Qualifelec

**QUALIFELEC**

PRÉFÉREZ L'EXCELLENCE

CERTIFICAT DE QUALIFICATION**N° 105818****Valable du 27/06/2023 au 26/06/2024****CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
LA CROIX GUILLOT****16380 FEUILLADE****RAISON SOCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
DENOMINATION COMMERCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES****SIRET : 41478049400103
Forme Juridique : SAS
Responsable légal : DEHUREAUX PHILIPPE
N° Dossier : 48-RJ-30193-16
N° Client : 30193****Tel : 0545702577
E-mail : laetitia.nicolle@delage-systemes.com
Assurance Responsabilité Civile : SMA
COURTAGE
Assurance Décennale : SMA COURTAGE****Qualification selon référentiel : Pompe À Chaleur - PAC**

Indice	Classification	Date d'attribution	Date fin de cycle
PPAC : Probatoire PAC	-	27/06/2023	26/06/2025
Mention			
PRGE : Probatoire Reconnu Garant de l'Environnement		27/06/2023	26/06/2025

Pour conserver la validité de sa qualification, l'entreprise doit satisfaire aux exigences du suivi annuel administratif.

Edité le 10 juillet 2023

Thierry SCHOTT
Président de Qualifelec


QUALIFELEC

PRÉFÉREZ L'EXCELLENCE

CERTIFICAT DE QUALIFICATION
N° 109732

Valable du 26/07/2023 au 25/07/2024

**CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
LA CROIX GUILLOT**
16380 FEUILLADE
**RAISON SOCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES
DENOMINATION COMMERCIALE : CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES**
SIRET : 41478049400103
Forme Juridique : SAS
Responsable légal : DEHUREAUX PHILIPPE
N° Dossier : 51-RJ-30193-16
N° Client : 30193
Tel : 0545702577
E-mail : laetitia.nicolle@delage-systemes.com
Assurance Responsabilité Civile : SMA
COURTAGE
Assurance Décennale : SMA COURTAGE
Qualification selon référentiel : Infrastructures de Recharge des Véhicules Électriques - IRVE

Indice	Classification	Date d'attribution	Date fin de cycle
IRVE1 : IRVE - indice 1 (station de recharge - puissance maximale appellable inférieure ou égale à 36 kVA)	Classe 1 (1 à 3 exécutants)	26/07/2023	25/07/2027
PIRVE2 : Probatoire IRVE – Indice 2 (station de recharge - puissance maximale appellable supérieure à 36 kVA)	-	26/07/2023	25/07/2025

Formation
P1 - HAGER
P2 - HAGER

Pour conserver la validité de sa qualification, l'entreprise doit satisfaire aux exigences du suivi annuel administratif.

Edité le 25 septembre 2023

 Thierry SCHOTT
Président de Qualifelec



ATTESTATION DE CAPACITE

N° CF00162

Délivrée en application de l'article R543-99 du Code de l'environnement

Conformément à l'article R.543-99 du Code de l'Environnement, QUALICLIMAFROID, agréé par arrêté du ministère en charge de l'Environnement en date du 29 Août 2008, renouvelé par arrêté du 10 Septembre 2013, par arrêté du 25 mars 2019 et par arrêté du 26 septembre 2023, atteste que l'opérateur :

CHARANTELEC - DELAGE SYSTEMES

Ld la Croix de Guillot
16380 FEUILLADE

SIRET n° 414 780 494 001 03

dispose des capacités nécessaires pour intervenir sur les équipements et réaliser les activités suivantes :

Catégorie I : Contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, assemblage, mise en service, récupération des fluides des équipements de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur.

L'attestation de capacité est attribuée pour une période de cinq (5) ans sur la base du programme de certification défini par l'arrêté du 30 juin 2008 et des conditions générales de services applicables à la demande de délivrance des attestations de capacité à manipuler les fluides frigorigènes.

Validité du : 08/12/2023

Au : 07/12/2028

Fait à Paris,
Le 08/12/2023

Claude Malley
Président de QUALICLIMAFROID

cofrac



Accréditation
N°5-0585.
Portée
disponible
sur
www.cofrac.fr

Cette attestation pourra être suspendue ou retirée avant sa date d'échéance dans le cas prévus aux articles R.543-101 et R.543-104 du code de l'environnement. Pour vérifier la validité de cette attestation, vous pouvez consulter l'annuaire de SYDEREP ou flasher le QR Code



Association Technique de Certification et de Classification des entreprises d'installation de Matériel Frigorifique, de Ventilation, de Traitement d'air, de Climatisation, de Conditionnement de l'air.
3, cité Paradis - 75010 PARIS - Tél : [01 44 83 68 20](tel:0144836820) - Fax : [01 44 83 68 21](tel:0144836821) - Email : contact@qualiclimafroid.com
TVA Intracommunautaire : FR 63 313 243 669 - Code APE 8299Z - Siret 313 243 669 00030
www.qualiclimafroid.com